Afrique du Sud : 25% d'attaques de fermes en plus en 2018, certains des agresseurs se servent de perceuses électriques ou de chalumeaux

01/02/2019 à 6h28



Les attaques contre les exploitations agricoles sud-africaines ont augmenté de 25 pour cent l'année dernière, selon une organisation qui a enregistré des cas de brutalité croissante, y compris la torture.

Les victimes ont été agressées avec des perceuses électriques, des chalumeaux et de l'eau de Javel, ce qui indique "un élément racial", a déclaré Ernst Roets de Afriforum, qui défend les droits de la minorité afrikaner.

Il explique que seules les familles d'agriculteurs blancs, jamais les victimes noires, ont subi de tels niveaux de violence. Il y a eu plus de huit attaques contre des propriétés rurales par semaine, soit 433 incidents, en hausse par rapport aux 342 de l'année précédente et le nombre plus élevé qui fut enregistré par le groupe.

Le nombre de meurtres commis l'an dernier est passé de 72 en

2017 à 54 en 2017, son plus bas niveau depuis 2011, ce qui donne à penser que certains des agriculteurs étaient préparés à l'affrontement.

"De plus en plus de victimes ripostent, de plus en plus sont entraînées et de plus en plus se défendent. Ils ne s'autorisent pas à être des victimes", a déclaré M. Roets. "Les fermiers n'attendent pas d'être assassinés, mais sont plutôt préparés à ce contact."

La province de Gauteng, qui comprend Johannesburg et la capitale, Pretoria, où il y a un grand nombre de petites exploitations, a été la plus touchée, selon les données.

Afriforum retournera aux Etats-Unis en avril pour mobiliser davantage de soutien pour sa cause après que la visite de l'année dernière eut incité le président Donald Trump à affirmer faussement dans un tweet que l'Afrique du Sud voyait des "meurtres à grande échelle" d'agriculteurs et de saisies de terres, deux narrations chères aux nationalistes blancs et aux groupes d'extrême droite.

L'intervention avait entraîné une baisse de la valeur du rand [la monnaie du pays] et avait été vivement critiquée par le président Cyril Ramaphosa. M. Roets a admis que l'intervention de M. Trump était "une exagération" des faits, "mais parce que les gens écrivent et parlent maintenant de la question, elle a été utile".

La délégation de l'Afriforum voudra savoir si la nouvelle législation américaine, la loi Elie Wiesel Genocide and Atrocities Prevention Act, qui stipule que la prévention du génocide et d'autres atrocités est "un intérêt fondamental de sécurité nationale" et "une responsabilité morale fondamentale", peut constituer un moyen de pression sur les autorités sud-africaines.

"Nous ne sommes pas parmi ceux qui prétendent qu'il y a un génocide blanc ou un crime contre l'humanité, mais c'est une

crise grave et il y a des signes qu'elle ne fera qu'empirer, a dit M. Roets. "La nature des attaques est disproportionnée ; elles ne ressemblent en rien à ce qui se passe dans le cas des vols à main armée en Afrique du Sud. Les attaques contre les exploitations agricoles méritent une attention particulière."

"Nous n'avons pas besoin de gouvernements étrangers pour résoudre nos problèmes, nous avons simplement besoin de leur aide pour faire pression sur notre propre gouvernement."

"La police et le gouvernement n'en font pas assez, ils sont très peu enthousiastes."

La délégation américaine sera rejointe par Mariandra Heunis, dont le mari a été assassiné devant elle et leur enfant.

Un certain nombre de Sud-Africains blancs croient que les attaques à la ferme font partie d'un complot visant à débarrasser le pays des résidents blancs. Ils reprochent à l'homme politique d'extrême gauche Julius Malema et à l'ancien président Jacob Zuma d'avoir suscité un sentiment anti-blanc.

L'engagement pris par M. Ramaphosa d'accélérer la réforme agraire par une politique d'expropriation sans indemnisation devrait également accroître les tensions.

"Personne ne conteste que les personnes qui vivent et travaillent dans les fermes et les petites exploitations agricoles sont victimes d'attaques et de meurtres violents et souvent brutaux ", a déclaré Kate Wilkinson d'Africa Check, qui analyse les statistiques. "Ce qui est contesté, c'est s'ils font face à un risque élevé par rapport aux Sud-Africains moyens."

[The Times]

Complément : le documentaire “gratuit” et sous-titré en Français de Lauren Southern